



HAL
open science

Lutter dans les Afriques

Richard Banégas, Marie-Emmanuelle Pommerolle, Johanna Siméant

► **To cite this version:**

Richard Banégas, Marie-Emmanuelle Pommerolle, Johanna Siméant. Lutter dans les Afriques. Genèses. Sciences sociales et histoire, 2010, 81 (4), 10.3917/gen.081.0002 . hal-01648514

HAL Id: hal-01648514

<https://hal.science/hal-01648514>

Submitted on 26 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LUTTER DANS LES AFRIQUES

Richard Banégas, Marie-Emmanuelle Pommerolle, Johanna Siméant

Belin | « Genèses »

2010/4 n° 81 | pages 2 à 4

ISSN 1155-3219

ISBN 9782701156682

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-geneses-2010-4-page-2.htm>

Pour citer cet article :

Richard Banégas *et al.*, « Lutter dans les Afriques », *Genèses* 2010/4 (n° 81), p. 2-4.
DOI 10.3917/gen.081.0002

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Lutter dans les Afriques

Rébellions armées et émeutes de la faim, révoltes urbaines et escapisme rural, mouvements sociaux et actions associatives, luttes ethnonationalistes et mouvements paysans, mobilisations religieuses, syndicalistes ou altermondialistes..., près de cinquante ans après les indépendances, l'Afrique est plus que jamais « indocile » (Mbembe 1988). Trois décennies après l'émergence en France du courant du « politique par le bas », dont le chef de file fut Jean-François Bayart au sein de la revue *Politique africaine* (Bayart 1981), la question des luttes et des formes de résistance sur le continent africain – et des outils théoriques qui permettent de les saisir – reste d'actualité.

Penser les luttes dans les Afriques, c'est d'abord ne pas céder à l'image éculée d'une Afrique en dehors de l'histoire (Chrétien *et al.* 2008), d'une Afrique de l'éternel consentement (des dominés) et de l'immuable autorité (des dirigeants), d'une Afrique du consensus qu'il conviendrait de laisser à une anthropologie a-historique. C'est aussi analyser plus finement la diversité des formes protestataires : peut-on, par exemple, appréhender dans un même mouvement les modes de protestation professionnalisés autour des organisations non gouvernementales et certains groupes violents aux visées insurrectionnelles ? Les résistances silencieuses et la contestation armée ? Les mobilisations en appelant à l'État et celles qui l'ignorent ?

Envisager la question des luttes politiques et sociales ne suppose pas de croire qu'elles recouvrent toute la gamme des situations de non-consentement et de remise en cause des dominants. C'est sans doute un apport du courant du « politique par le bas » que d'avoir invité à porter le regard en dehors des sites les plus évidents d'observation du politique, et d'avoir suggéré d'examiner les pratiques par lesquelles s'énonce le dissentiment : car « qui ne dit mot ne consent pas toujours », comme en témoignent chansons, fuites, escapisme, et autres traces de l'indocilité. Il s'est agi dans le colloque international « Lutter dans les

Afriques»¹, dont est tiré ce dossier, d'étudier aussi bien les registres du non-consentement que les stratégies des *challengers* (modalités de l'engagement, recours à l'extraversion, circuits d'accumulation des ressources...) et enfin les formes de gestion de la protestation par les appareils étatiques (répression, cooptation...).

Où en est aujourd'hui le questionnement théorique sur ces formes du dissentiment en Afrique ? Un des ouvrages classiques (Rotberg et Mazrui 1970) consacrés à la protestation en Afrique s'inscrivait explicitement dans l'historiographie nationaliste – au point que le deuxième classique qui y fut consacré avait pour programme explicite de contrer ce positionnement (Crummey 1986). Alors que l'évaluation critique de l'historiographie des résistances est déjà bien entamée (Van Walraven et Abbink 2003), on voit émerger une discussion conceptuelle des travaux consacrés aux formes du non-consentement en Afrique avec d'autres traditions d'analyse de la protestation qui se sont élaborées plutôt sur des terrains occidentaux². Faut-il pour autant que le désenclavement théorique des études africaines aboutisse à y importer la sociologie des mouvements sociaux au moment même où celle-ci tend à se routiniser et à laisser s'ossifier ses concepts clefs ? Comment les outils de réflexion sur la sociologie des mouvements sociaux ont-ils circulé et ont-ils été appliqués au continent africain ? Avec quel profit ? Quelle est leur plus-value, ou leur moins-value, en comparaison des approches utilisées dans l'histoire des luttes sociales sur le continent africain (résistances, banditisme social, modes populaires d'action politique...), grilles d'analyse dont la pertinence doit également être questionnée, et qui pour certaines s'inspiraient de celles qui avaient été appliquées à l'histoire européenne ?

Les décennies précédentes, celle des autoritarismes puis celle de la « libéralisation », ont paradoxalement mis de côté la recherche sur les mobilisations, voire même sur les processus de délégitimation des autorités. L'intérêt porté aux pratiques d'échange entre les différentes strates de la société sous l'influence du paradigme néopatrimonialiste a d'abord occulté les formes du non-consentement, puis la décennie de la « société civile » a fini de neutraliser la recherche sur ce thème en dépolitisant les problématiques de l'action collective. Aujourd'hui, alors que la notion semble définitivement rangée au placard des concepts non opératoires, les travaux sur les diverses formes de lutte peuvent de nouveau s'aventurer sur des terrains glissants (religieux, mouvements miliciens, paysans...) et s'interroger sur les outils théoriques aptes à mieux les saisir. Telle est, en tout cas, l'ambition de ce dossier.

1. « Lutter dans les Afriques », colloque des 22-23 janvier 2010, université de Paris I-Panthéon-Sorbonne, organisé par le projet « Causes africaines » (financé par l'Agence nationale de la recherche) avec le soutien du Centre de recherches politiques de la Sorbonne (CRPS), du Centre d'études des mondes africains (Cemaf), de l'université de Paris I et du Fonds d'analyse des sociétés politiques (Fasopo).

2. Le croisement des bibliothèques est ainsi manifeste dans Ellis et van Kessel 2009.

On voudrait aussi ne pas tomber dans l'écueil qui consiste à sélectionner une forme privilégiée de dissentiment correspondant aux canons scientifiques du moment : si l'air du temps scientifique est aux résistances, il nous semble important d'envisager aussi les formes explicites de la contestation (voir le texte sur les milices des Jeunes patriotes en Côte-d'Ivoire). De même, si le courant du « politique par le bas » a largement contribué à la vitalité des études africaines, qu'en est-il aujourd'hui du rendement de concepts centraux comme ceux de « modes populaires d'action politique » ou d'« économie morale » ?

Les textes proposés dans ce dossier touchent donc à la fois à des enjeux théoriques (la question du recours à la notion d'économie morale pour Johanna Siméant et Vincent Bonnecase) ou/et méthodologiques (la possibilité d'enquêter en situation autoritaire pour Susan Thomson – qui a dû suivre un programme de rééducation politique au Rwanda). Ils traitent de formes de mobilisations directement en lien avec le comportement nourricier (ou non) de l'État (V. Bonnecase), évoquent des formes de la contestation portée par des jeunes, soit de manière ouverte (Richard Banégas), soit dans leur rapport à la mode (Ophélie Rillon). Deux d'entre eux traitent spécifiquement de la question des résistances dans le cadre de régimes au contrôle sourcilleux (le Mali socialiste des années 1960 pour O. Rillon, le Rwanda contemporain pour S. Thomson). Tous essaient de restituer le sens vécu de pratiques de mobilisation et de contestation qui ne se laissent pas réduire à une interprétation instrumentale, sans négliger toutefois les logiques et cultures matérielles sur lesquelles elles s'appuient.

Richard Banégas,
Marie-Emmanuelle Pommerolle,
Johanna Siméant

Ouvrages cités

- BAYART, Jean-François. 1981. « Le politique par le bas. Questions de méthode », *Politique africaine*, vol. 1, n° 1 : 53-82.
- CHRÉTIEN, Jean-Pierre *et al.* 2008. *L'Afrique de Sarkozy. Un déni d'histoire*. Paris, Karthala (Disputatio).
- CRUMMEY, Donald (éd.). 1986. *Banditry, Rebellion and Social Protest in Africa*. Londres, J. Currey; Portsmouth, Heinemann.
- ELLIS, Stephen et Ineke VAN KESSEL (éd.). 2009. *Movers and Shakers. Social Movements in Africa*. Leiden, Brill (African Dynamics),
- MBEMBE, Achille. 1988. *Afriques indociles. Christianisme, pouvoir et État en société postcoloniale*. Paris, Karthala (Chrétiens en liberté).
- ROTBERG, Robert I. et Ali A. MAZRUI (éd.). 1970. *Protest and Power in Black Africa*. New York, Oxford University Press.
- VAN WALRAVEN, Klaas et Jon ABBINK. 2003. « Rethinking Resistance in African History. An Introduction », in Jon Abbink, Mirjam de Bruijn et Klaas van Walraven (éd.), *Rethinking Resistance. Revolt and Violence in African History*. Leiden, Brill (African Dynamics) : 1-40.